

LE PRIVÉ **TOUT**
SAUF ~~**SANTÉ**~~

DÉCLARATION COMMUNE

UN RÉSEAU PUBLIC AFFAIBLI PAR DES CHOIX POLITIQUES

Avec le Plan santé lancé par le gouvernement, le réseau de la santé et des services sociaux (RSSS) traverse une quatrième réforme majeure en tout juste 30 ans! Chaque fois, les gouvernements nous promettent plus d'efficacité et un meilleur accès aux soins et services, mais les seuls résultats concrets que nous constatons sont d'un autre ordre : augmentation des délais d'attente, dégradation des conditions de travail, précarisation des organismes communautaires, centralisation excessive, effritement de la mission de prévention, etc. En parallèle, la seule constante observée, d'une réforme à l'autre, c'est l'augmentation de la place prise par le secteur privé à but lucratif : à 17 % des dépenses totales à la fin des années 1970, la part de marché du privé frôle désormais le 30 %! Et la moitié des travailleuses du secteur ont déjà comme employeur non pas l'État québécois, mais des entrepreneurs privés!

Avec l'instauration de l'agence Santé Québec, le présent gouvernement a fait son lit et il ne s'en cache plus : s'il n'en tient qu'à la CAQ, le secteur privé consolidera encore davantage son emprise sur la santé et les services sociaux au Québec. Ce constat implacable nous le faisons non pas sur la base des paroles prononcées par les politiciens, mais sur les impacts réels des décisions qu'ils prennent et des choix politiques qu'ils font. Et les faits sont indéniables : le privé est de plus en plus présent, partout.

LE PRIVÉ N'EST PAS UNE SOLUTION

Toutes les demi-vérités n'y changeront rien : plus de privé équivaut à rendre l'accès aux soins encore plus difficile et plus cher! Les entreprises ont toujours intérêt à faire grimper les coûts et non l'inverse. N'oublions jamais que leur vocation première est de dégager un profit pour celles et ceux qui y investissent. On le voit aux États-Unis, pays champion du privé s'il en est un, que c'est en faisant grimper les coûts que les entreprises assurent leurs profits et c'est la population qui perd au change, l'espérance de vie y étant de près de 7 ans moins élevée qu'ici!

Voir le secteur privé comme un complément du secteur public est une hérésie. Dans les faits, le privé concurrence le réseau public en accaparant les ressources disponibles et, comme toute entreprise privée, verse vers un monopole qui lui permet ensuite de dicter ses conditions. À cet égard, la dépendance malsaine de nombreux établissements envers les agences privées de placement de personnel a de quoi nous faire réfléchir. Alors que ces recours au secteur privé étaient presque anecdotiques il y a 25 ans, ils sont maintenant généralisés à de nombreux titres d'emploi, devenant ainsi un problème majeur pour le réseau public.

De plus, ces entreprises normalisent une gestion autoritaire, de type *top-down*, qui perd tout contact réel avec le terrain. Christian Dubé, à la suite de Gaétan Barrette et de plusieurs autres qui l'ont précédé, s'inspire pourtant de ce modèle d'affaires pour mettre en place ce qui s'annonce être, encore une fois, un échec retentissant. Pourtant, il ne fait aucun doute que la population est mieux servie lorsqu'elle a accès à des soins et services de proximité et que les décisions sont prises par des personnes qui vivent dans la communauté.

Et ce n'est pas qu'une question d'argent, c'est aussi une responsabilité collective d'assurer des soins de qualité répondant aux besoins de la population! La santé est un droit fondamental et non une marchandise et c'est à ce titre que l'État doit s'en porter garant. Rappelons qu'au Royaume-Uni, pays inspirant directement la forme que prend Santé Québec, une étude récente a démontré que le recours accru à des ressources privées externes au réseau public a fait augmenter les décès évitables entre 2013 et 2018.

UNE OPPOSITION LARGE

Nos organisations communautaires, citoyennes, médicales et syndicales ont tenté par tous les moyens de convaincre le gouvernement de la CAQ de changer de cap. Nous avons fait valoir les risques liés à la centralisation excessive des établissements ainsi que les conséquences d'une privatisation accrue. Nous sommes préoccupés en tant que premiers témoins de la dégradation du réseau public ainsi que comme citoyennes et citoyens qui ont besoin du réseau public pour nous-mêmes, pour notre famille, pour nos proches.

Pour faire entendre raison au gouvernement Legault, nous devons poursuivre la lutte. Nous devons dès maintenant faire entendre la voix de la majorité qui comprend que le privé fait monter leur facture individuelle et collective, qu'il vampirise les emplois du réseau public et qu'il n'est pas une option viable pour trop de gens.

Rappelons que la réforme a été imposée sans véritable débat : le projet de loi 15 a été adopté sous bâillon et le Plan santé n'a même pas été adopté par l'Assemblée nationale.

Nous comptons bien utiliser tous les leviers à notre disposition pour parler au nom de cette majorité que la CAQ préfère ignorer.

UN RÉSEAU PUBLIC FORT

À l'inverse du Plan santé voulu par le gouvernement Legault, nous devons impérativement consolider un réseau public fort. Il est aussi capital de respecter le rôle distinct du secteur communautaire et de reconnaître la valeur de sa contribution sociale. C'est la seule façon de concrétiser le droit à la santé et d'enfin rendre les services véritablement accessibles à la population. Un monstre bureaucratique comme Santé Québec ne fera qu'empirer la situation et les entrepreneurs du privé auront alors beau jeu de venir se présenter en sauveurs! Les Québécois et les Québécoises méritent pourtant mieux : un vrai réseau public, accessible à tout le monde sur tout le territoire et qui offre des soins et services de qualité dont chaque citoyenne et chaque citoyen a besoin, sans égard à l'épaisseur de son portefeuille.